

Dettes: le Québec au 5e rang dans le monde industrialisé

Publié le 27 février 2010 à 05h00 | Mis à jour le 01 mars 2010 à 08h20

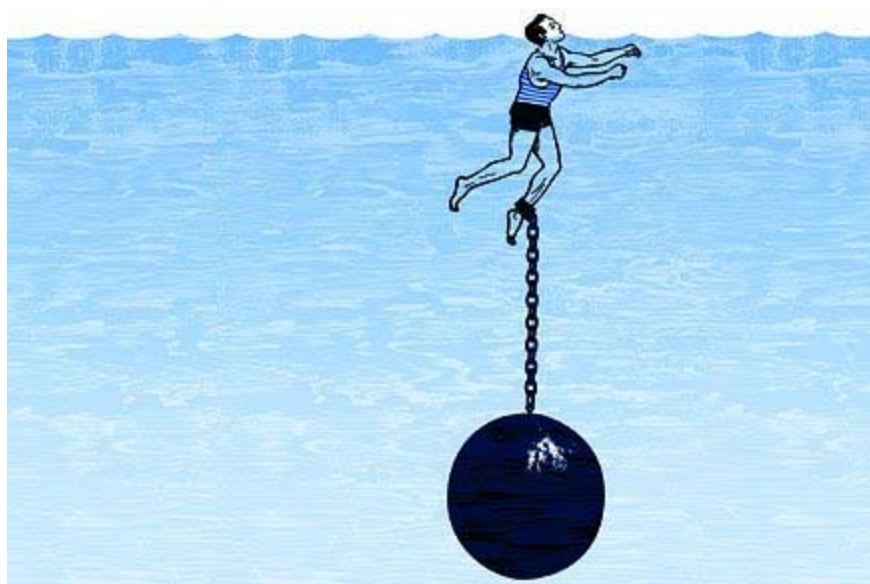


Illustration La Presse

Les Québécois se doutaient bien qu'ils étaient endettés, mais une étude vient maintenant démontrer à quel point. Tout pris en compte, le Québec est la cinquième nation la plus endettée dans le monde industrialisé, selon une analyse du ministère des Finances du Québec.

Le document de 44 pages du ministère, passé inaperçu la semaine dernière, fait une analyse pointue de l'endettement public des Québécois. On y explique les divers concepts de mesure de la dette, nommément la dette brute, la dette nette ou la dette représentant les déficits cumulés.

Le ministère compare ensuite l'endettement du Québec à celui des neuf autres provinces et, enfin, à celui des grands pays industrialisés, regroupés sous l'Organisme de coopération et de développement économique (OCDE).

En calquant la méthode de calcul de l'OCDE, le ministère estime que la dette publique des Québécois correspond à 94% du Produit intérieur brut du Québec (PIB). Le PIB est la mesure de l'ensemble des biens et services produits durant une année.

Le Québec est devancé de quelques points de pourcentage par deux pays en difficulté, soit la Grèce (102,6%) et l'Islande (96,3%). Il est plus endetté que la France (75,7%), le Portugal (75,2%), les États-Unis (70%), la Suède (47,1%) ou le Canada pris dans son ensemble (69,7%).

Pour se conformer à la méthode de l'OCDE, le ministère a essentiellement ajouté à la dette brute du Québec la dette des municipalités et des réseaux de la santé et de l'Éducation. Grosso modo, la dette brute comprend les déficits cumulés, mais aussi les avances de fonds aux sociétés d'État et à Hydro-Québec et les investissements dans les routes et les immobilisations. Cette dette pour les fins de la comparaison avec l'OCDE totalisait 162,7 milliards au 31 mars 2009.

Le ministère a ajouté à ce montant la part du Québec de la dette du gouvernement fédéral, soit 122,9 milliards, calculé au pro rata de la population (23,3%). L'endettement public total des Québécois est donc de 285,6 milliards, soit 94% de notre PIB, selon le ministère.

Difficultés en Grèce

La comparaison donne froid dans le dos quand on sait que des pays comme la Grèce et l'Islande éprouvent de sérieuses difficultés financières par le temps qui courent.

La Grèce est scrutée par les agences de crédit, qui craignent qu'elle fasse défaut de payer ses engagements aux prêteurs. Les risques de défaut font augmenter les taux d'intérêt des nouveaux prêts.

En Islande, le gouvernement doit tenir un référendum, la semaine prochaine, pour savoir si la population accepte que le gouvernement rembourse les 3,8 milliards d'euros (5,4 milliards CAN) que doit la banque islandaise Icesave à ses prêteurs anglais et néerlandais.

La situation du Québec est cependant loin d'être aussi grave que celle de l'Islande ou la Grèce. D'abord, l'Islande est un petit pays isolé qui n'a que 310 000 habitants.

Quant à la Grèce, le déficit annuel équivaut à 12,7% du PIB, comparativement à 5% au Québec, si l'on inclut la part du déficit fédéral. En outre, ce pays de 11 millions d'habitants a une économie moins diversifiée et moins développée du point de vue technologique que le Québec. Il ne fait également pas partie d'un ensemble fédéral.

«La Grèce n'a pas la même dynamique économique que nous. Le déficit annuel y est presque trois fois plus grand et l'économie y est moins diversifiée. Mais le Québec doit bouger s'il ne veut pas se retrouver dans la même situation», dit Claude Montmarquette, un des quatre économistes qui ont produit les trois rapports sur les finances publiques.

Qui plus est, le Québec est propriétaire d'un des plus importants producteurs d'énergie renouvelable au monde, Hydro-Québec.

En Grèce, c'est la crise. Le premier ministre Georges Papandréou veut ramener le déficit de 12,7% à 8,7% du PIB cette année, mais pour ce faire, il doit implanter plusieurs mesures d'austérité. Jeudi dernier, une grève générale de la fonction publique a paralysé la capitale, Athènes.

Au Québec, la dette représentant les déficits cumulés était de 98 milliards de dollars au 31 mars 2009, soit 32,3% du PIB. En ajoutant les autres éléments, comme la dette des entités du gouvernement, la dette brute s'élève à 151,4 milliards ou 49,9% du PIB.

À ce niveau, le Québec est la province la plus endettée au Canada, devant la Nouvelle-Écosse (35,1%), l'Ontario (30,1%), la Colombie-Britannique (19,8%) et l'Alberta (4,2%). D'ici cinq ans, la dette brute du Québec aura augmenté de 29 milliards, notamment en raison des déficits budgétaires prévus.

«On ne peut s'endetter davantage, car on s'en va vers des années où la croissance économique sera moins forte, entre autre en raison du vieillissement de la population», dit Claude Montmarquette.

Partager [Tweet](#)